



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE

*1 allée du Château
CS 45001
57085 METZ CEDEX 3
Téléphone : 03.87.66.71.58*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etabli en application du code de la commande publique, selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS),

ACQUISITION DE DEUX FOURGONS DE 7.5 T D'OCCASION AVEC HAYON POUR LE SERVICE DU SMUR DU CHR METZ - THIONVILLE

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 16 avril 2025 à 12h00
--

ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANCE

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2- - OBJET – FORME DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet l'acquisition de 2 fourgons de 7.5 T d'occasion avec hayon pour le service du SMUR du CHR de Metz Thionville.

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

A ce titre, le CHR de Metz Thionville procédera à la négociation des offres reçues, limitées aux 3 candidats les mieux classés à l'issue d'une première analyse sur la base des offres initiales. Le CHR de Metz Thionville se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociations.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est composé d'un lot unique, pour des raisons de rationalisation des coûts.

CPV	Libellé classification CPV	Nomenclature Achat (NFHA)	Nomenclature DGOS (NCHFS)	Libellé nomenclature DGOS (NCHFS)
34115300-9 34114121-3	Véhicules de transport d'occasion Ambulances	TB11COOO	24.04	Achats ou location véhicules spéciaux

Le marché est passé à compter de sa notification et jusqu'à la fin du délai de garantie.

ARTICLE 4- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- L'Acte d'Engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- L'offre technique et financière du titulaire du marché.

Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

ARTICLE 5- DELAI ET CONDITIONS DE LIVRAISON

A compter de la notification du marché, le prestataire retenu devra être en capacité de livrer les véhicules dans le délai retenu.

La livraison des véhicules doit être effectuée au garage du CHR hôpital BEL AIR à Thionville (1-2 Rue du Friscaty, 57100 Thionville) ou être récupéré par le responsable du garage chez le titulaire du marché à condition que le lieu de retrait soit dans un rayon de 100 kilomètres maximum du site de l'hôpital BEL AIR. Dans le cas contraire, le(s) véhicule(s) sera(ront) obligatoirement livré(s) au garage du CHR à Thionville.

En cas de retard de livraison imputable au titulaire, les pénalités visées à l'article 11 ci-dessous sont susceptibles de s'appliquer.

ARTICLE 6- VERIFICATIONS ET DECISION D'ADMISSION

Le réceptionniste effectuera les opérations simples de vérification de conformité des véhicules livrés dans les conditions des articles 27 à 30 du CCAG FCS (admission quantitative et qualitative).

Il reste bien entendu que seule l'admission des véhicules livrés permet au titulaire de présenter une facture faisant courir le délai de paiement (voir art. 12-2).

ARTICLE 7- GARANTIE

Le prestataire devra proposer une garantie pièces et main d'œuvre d'une durée d'un an minimum soit par son intermédiaire ou par celui du concessionnaire de la marque.

ARTICLE 8- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que les frais de mise à disposition et frais administratifs (carte grise, divers contrôles techniques, frais de mise à la route...).

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

9-1-Avance forfaitaire

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR METZ-THIONVILLE pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

9-2-Garantie à première demande

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au CHR METZ-THIONVILLE la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un établissement de crédit.

L'établissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR METZ-THIONVILLE dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

ARTICLE 10 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR METZ-THIONVILLE procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 11- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

11-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Retard de livraison d'un véhicule : 100 € par jour/ véhicule en retard.

11-2- EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'absence de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

11-3- SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE**
- **ERREUR DE QUANTITE**

- ERREUR DE TVA
- PORT FACTURE NON DU
- ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE
- TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE
- TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES
- RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHÉ

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 12 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

12-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront libellées à l'ordre de :

- **Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE**

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château, 57085 Metz Cedex 3.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Etablissement	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	

Les factures contiennent les informations suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le prix unitaire H.T ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du Trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

12-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

ARTICLE 13- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 14- RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./FCS.

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1^{er} du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 15- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,
Rue des Frères Lacretelle, 57070 Metz
tél. : 03 87 65 17 60, fax : 03 87 65 17 99.
T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 16- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 17- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 14 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 42.1 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 24 mars 2025

Katia REBELO-SEWASTIANOW

Directrice DALH,